



Le chômage est moins marqué dans les zones d'emploi de l'ouest de la Normandie

Au quatrième trimestre 2019, le taux de chômage normand s'élevait à 8,0 % de la population active, une proportion proche du niveau métropolitain. Les zones d'emploi situées à l'ouest de la région, en particulier manchoises, étaient davantage préservées. Entre fin 2015 et fin 2019, le chômage avait marqué un net recul dans les différents territoires normands (- 2,2 points globalement). Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des démarches de recherche d'emploi avait également reculé (- 4,6 %, évolution la plus favorable parmi l'ensemble des régions de France métropolitaine). Lors du premier confinement de mars et avril 2020 consécutif à la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé à nouveau. En avril 2020, le nombre de demandeurs d'emploi n'exerçant aucune activité a augmenté de plus de 15 % dans toutes les zones d'emploi normandes.

Antoine Le Graët, Martial Maillard (Insee), Damien Barthélémy (Directe)

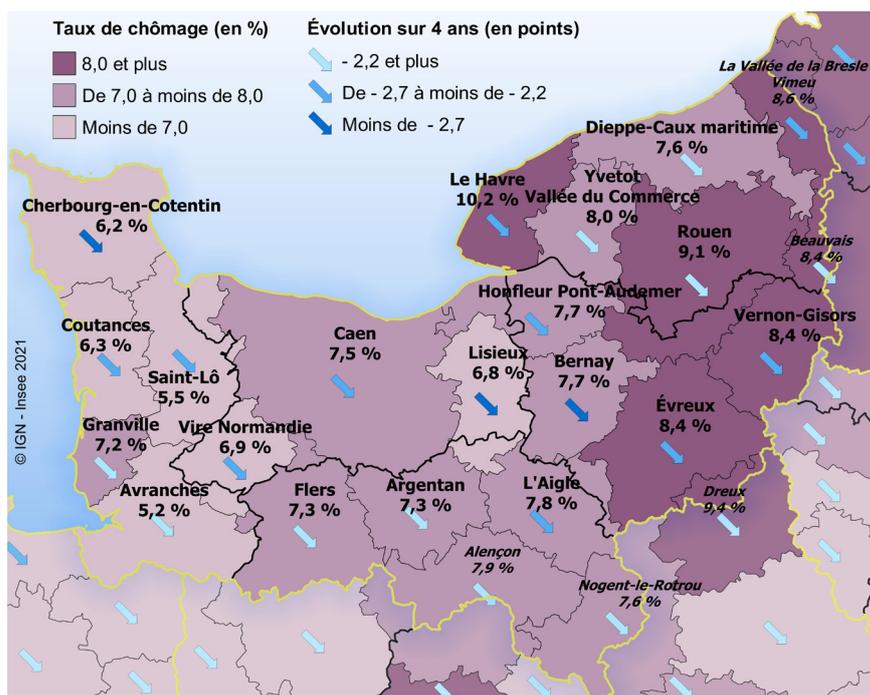
Au quatrième trimestre 2019, le chômage (*définitions*) touchait 8,0 % de la population active en Normandie, un niveau proche de celui de la France métropolitaine (7,8 %). Ce taux de chômage classait la région au quatrième rang en France métropolitaine, après les Hauts-de-France (10,0 %), l'Occitanie (9,5 %) et la Provence-Alpes-Côte d'Azur (9,1 %).

Les zones d'emploi de l'ex Basse-Normandie sont davantage préservées du chômage

Le niveau du chômage reste contrasté au sein de la Normandie, avec une variation du simple au double au quatrième trimestre 2019 entre la zone d'emploi d'Avranches (5,2 %) et celle du Havre (10,2 % ; *figure 1*). Plus largement, les territoires de l'ex Basse-Normandie ont été plus préservés, notamment ceux de la Manche. Outre la zone d'emploi d'Avranches, celles de Saint-Lô, Cherbourg-en-Cotentin et Coutances se positionnaient aussi dans le quart des zones de France métropolitaine les moins touchées par le chômage. Dans les zones qui s'étendent sur le Calvados et l'Orne, le chômage était également moins prégnant que dans celles

1 Le chômage dans les zones d'emploi normandes : un gradient ouest-est

Taux de chômage au 4^e trimestre 2019 par zone d'emploi et évolution entre les 4^e trimestres 2015 et 2019



Note : données corrigées des variations saisonnières
Source : Insee, taux de chômage localisés

de l'Eure et de la Seine-Maritime. En plus de la zone d'emploi du Havre, les zones de Rouen et de Dreux figurent en effet aussi parmi le quart des territoires les plus touchés par le chômage au niveau national. Le chômage concernait également plus de 8 % des actifs au quatrième trimestre 2019 dans les zones de La Vallée de la Bresle - Vimeu, de Vernon-Gisors, d'Évreux et de Beauvais.

Le chômage en baisse entre 2015 et 2019 dans toutes les zones d'emploi normandes

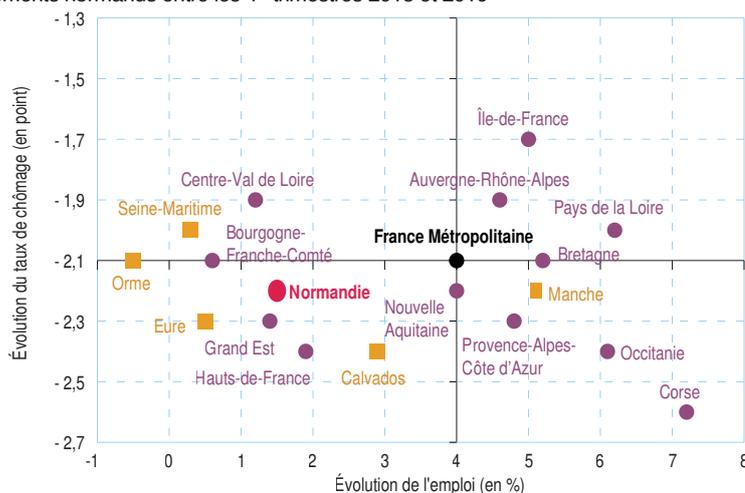
Entre les quatrième trimestres 2015 et 2019, le chômage normand a marqué un net recul, de 2,2 points, comme en France métropolitaine. Cette baisse est comparable à celles des autres régions (entre - 1,7 point pour l'Île-de-France et - 2,6 points pour la Corse ; *figure 2*).

Pourtant, à l'instar des régions du Nord et de l'Est, la croissance de l'emploi a été moins soutenue en Normandie que dans les autres régions métropolitaines. Le recul du chômage s'explique surtout par la baisse du nombre d'actifs, dans des proportions assez comparables à celles des régions du Sud et de l'Ouest. En Normandie, Centre-Val de Loire et Grand Est, la population active a ainsi reculé de 1 % entre 2012 et 2017. Le repli de la population active normande touche les moins de 45 ans en raison de la baisse de la population à ces âges. Ce repli démographique résulte lui-même d'un déficit migratoire lié à des arrivées insuffisantes qui ne compensent pas les départs, mais il provient aussi d'une diminution plus rapide de la natalité qu'au niveau national dans les décennies 1980 et 1990. La baisse de la population active avant 45 ans est partiellement compensée par une hausse de la population active de plus de 55 ans, du fait de l'augmentation des taux d'activité résultant des réformes successives des retraites. Ces dynamiques sont contrastées entre les départements. Si le chômage a décroché dans des proportions similaires dans les cinq départements normands, l'emploi n'a progressé significativement que dans la Manche et le Calvados. Dans un contexte de quasi-stagnation de l'emploi, le chômage a reculé dans l'Orne et en Seine-Maritime en raison avant tout d'une contraction de la population active (respectivement - 3,8 % et - 1,3 % entre 2012 et 2017). Dans l'Eure, l'emploi et la population active ont très peu évolué (respectivement + 0,5 % et - 0,4 % entre 2012 et 2017).

À l'échelle locale, le chômage a diminué dans toutes les zones d'emploi de Normandie entre les quatrième trimestres 2015 et 2019. La baisse est particulièrement forte dans les zones de Cherbourg-en-Cotentin, de Bernay, de Lisieux et du Havre (entre - 2,6 points et - 3 points), même si le chômage demeure élevé dans la zone havraise. À l'inverse, le repli est plus limité et ne dépasse pas 1,4 point dans la zone d'emploi d'Avranches qui présentait un taux de chômage peu élevé en 2015, ainsi que dans celles de Granville et de Dieppe-Caux Maritime (entre - 1,4 point et - 1,8 point).

2 Un repli du chômage normand dans la moyenne malgré une croissance de l'emploi peu dynamique

Évolutions de l'emploi et du taux de chômage dans les régions de France métropolitaine et les départements normands entre les 4^e trimestres 2015 et 2019



Note : données corrigées des variations saisonnières
Sources : Insee, taux de chômage localisés, estimations d'emploi localisé

La Normandie en tête des régions de France métropolitaine pour le recul du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi sont les personnes inscrites à Pôle emploi (*définitions*), à la différence du chômage qui est, lui, estimé selon la définition du Bureau International du Travail à partir de l'enquête Emploi de l'Insee, ces deux populations ne se recoupant pas totalement. Fin décembre 2019, la Normandie comptait 308 100 demandeurs d'emploi (catégorie A, B, C, D, ou E ; *définitions*), parmi lesquels 277 500 étaient tenus d'effectuer des actes de recherche d'emploi (catégorie A, B ou C).

À l'instar du chômage, le nombre de demandeurs d'emploi normands (catégorie A, B ou C) a nettement reculé entre décembre 2015 et décembre 2019 (- 4,6 %, soit 13 400 demandeurs d'emploi de moins). La Normandie est d'ailleurs la région dans laquelle ce repli a été le plus marqué (- 1,2 % en France métropolitaine).

Comme dans l'ensemble des régions métropolitaines, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A, B, C, D, ou E) en Normandie s'explique quasi exclusivement par la diminution du nombre de demandeurs ne disposant d'aucun emploi et tenus d'en chercher un (catégorie A, - 11,0 % entre fin 2015 et fin 2019, soit 20 000 demandeurs de moins). La baisse pour cette catégorie de demandeurs d'emploi est aussi plus rapide en Normandie qu'en France métropolitaine. La Normandie se classe ainsi au 3^e rang des régions de France métropolitaine pour cette diminution. Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite avait augmenté (catégories B et C, + 6,1 %), du fait notamment de la forte croissance du nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité supérieure à un mi-temps sur le mois (catégorie C, + 14,6 %).

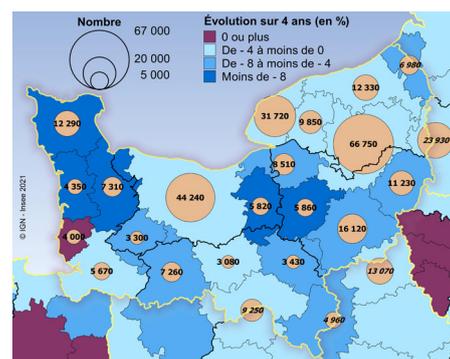
La quasi-totalité des zones d'emploi normandes a suivi cette tendance à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) entre la fin 2015 et la fin 2019. Le recul dépasse 8 % dans cinq zones d'emploi : Cherbourg-en-Cotentin, Lisieux, Bernay, Saint-Lô et Coutances. À l'inverse, seule la zone d'emploi de Granville comptait davantage de demandeurs d'emploi en 2019 qu'en 2015 (+ 1,5 % ; *figure 3*).

L'ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi est plus élevée dans les territoires de l'ex Haute-Normandie

L'ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi est un peu plus élevée en Normandie qu'en France métropolitaine. Ils étaient ainsi 48,9 % à être inscrits à Pôle emploi depuis

3 Un recul du nombre de demandeurs d'emploi plus marqué dans les zones d'emploi de Bernay, de Lisieux et du nord de la Manche

Nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, B ou C au 31 décembre 2019 et évolution entre les 31 décembre 2015 et 2019 par zone d'emploi (en %)



Note : données brutes
Source : Dares - Pôle emploi - Statistiques du marché du travail

plus d'un an fin 2019, contre 47,1 % en France métropolitaine. Cette caractéristique se retrouve notamment dans les zones d'emploi de Dieppe, d'Yvetot-Vallée du Commerce et de Bernay, dans lesquelles plus de 53 % des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi alors qu'ils sont moins de 46 % dans les zones d'emploi d'Alençon, d'Avranches, de Coutances, de Granville ou de Lisieux.

La prédominance de femmes parmi les demandeurs d'emploi est moindre dans les zones centrées sur les grandes villes

Comme au niveau national, les Normandes sont plus nombreuses parmi les demandeurs d'emploi (52,7 % fin 2019). Cette surreprésentation des femmes parmi les demandeurs d'emploi s'observe dans toutes les zones d'emploi normandes.

Cette prédominance est moins nette dans les zones d'emploi structurées par les grands pôles de Rouen, Caen et Le Havre. Dans ces zones urbaines, les femmes bénéficient d'un accès plus large à l'emploi, du fait d'une structure économique plus orientée vers les activités tertiaires, davantage féminisées. Dans la zone d'emploi du Havre, les femmes sont par ailleurs moins souvent actives. À l'inverse, la part des demandeuses d'emploi est plus élevée dans les zones de Cherbourg et d'Yvetot-Vallée du Commerce (respectivement 57,4 % et 56,8 % fin 2019), territoires normands où l'emploi est le moins féminisé.

Des jeunes demandeurs d'emploi proportionnellement plus nombreux qu'au niveau national dans toutes les zones d'emploi normandes

L'insertion des jeunes sur le marché du travail constitue également un enjeu fort

pour la région. En effet, la Normandie se positionne fin 2019 en tête des régions de France métropolitaine pour la part de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans (15,9 % contre 13,0 % en France métropolitaine), devant les Hauts-de-France et les Pays de la Loire (15,7 % et 15,2 %). Les jeunes Normands entrent plus tôt sur le marché du travail et avec un niveau de qualification moins élevé, rendant leur insertion professionnelle plus difficile. Les jeunes demandeurs d'emploi sont proportionnellement plus nombreux dans les zones d'emploi normandes qu'en France métropolitaine, notamment dans les zones de La Vallée de la Bresle - Vimeu, du Havre, d'Yvetot-Vallée du Commerce, de Flers ou de Saint-Lô, où la part de jeunes dépasse 17 %.

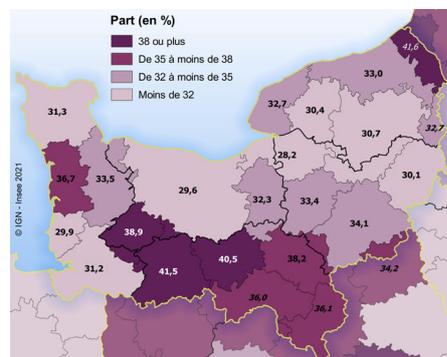
À l'inverse, les actifs les plus âgés (50 ans ou plus) sont légèrement moins présents parmi les demandeurs d'emploi normands que dans l'ensemble de la métropole (24,9 % contre 26,2 % fin 2019). La part de demandeurs d'emploi seniors est plus élevée dans les zones d'emploi de Granville, de L'Aigle, de Coutances ou de Vire Normandie, qui se caractérisent par une population active plus âgée, et plus faible autour des grandes agglomérations telles que Caen ou Rouen. Toutefois, le retour à l'emploi des seniors reste un enjeu d'actualité, en raison notamment de l'allongement de la durée d'activité. Ainsi, en Normandie, la part des demandeurs d'emploi seniors s'est accrue de 2,6 points entre fin 2015 et fin 2019.

Des demandeurs d'emploi moins qualifiés, en particulier dans l'Orne

En lien avec la structure professionnelle de la région, les demandeurs d'emploi normands

4 Fin 2019, deux demandeurs d'emploi sur cinq sont des ouvriers ou employés non qualifiés dans les zones de la Vallée de la Bresle - Vimeu, de Coutances et du sud de la région

Part des demandeurs d'emploi (catégorie A, B ou C) recherchant un emploi non qualifié au 31 décembre 2019 par zone d'emploi (en %)



Note : données brutes
Source : Dares - Pôle emploi - Statistiques du marché du travail

étaient fin 2019 plus souvent ouvriers non qualifiés ou employés non qualifiés que leurs homologues métropolitains (32,1 % contre 28,0 %), une proportion également supérieure à la moyenne métropolitaine dans toutes les zones d'emploi normandes. Néanmoins, le niveau de qualification des emplois recherchés varie sensiblement selon les territoires (figure 4). Alors que plus de 40 % des demandeurs d'emploi des zones de Flers et d'Argentan étaient des ouvriers ou employés non qualifiés fin 2019, ils étaient moins de 30 % dans les zones d'emploi d'Honfleur-Pont-Audemer, de Caen ou de Granville. Dans ces deux derniers territoires, les demandeurs d'emploi recherchaient plus qu'ailleurs des emplois qualifiés (cadres, techniciens ou agents de maîtrise). ■

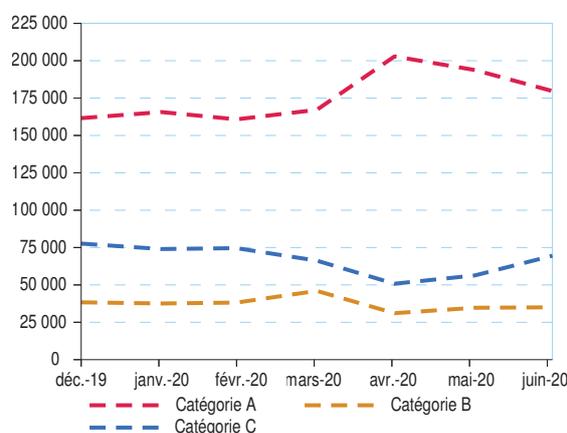
Un quart de demandeurs d'emploi de plus entre fin février et fin avril 2020

Au printemps 2020, le confinement lié à la crise sanitaire s'est traduit par un violent recul de l'activité économique (Pour en savoir plus). Son impact sur le marché du travail s'est traduit par une très forte augmentation de l'activité partielle (400 000 salariés en ont bénéficié en Normandie en avril 2020), une chute de l'intérim (- 57 % en avril 2020) et une hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A. En mars 2020, ce nombre a augmenté de 6 400, soit + 4 %, à 167 100 personnes. Le nombre de demandeurs ayant pu exercer une activité réduite, classés en catégorie B ou C, a reculé de 500 personnes en mars 2020. Les contrats intérimaires et les CDD de courte durée n'ayant pas tous été renouvelés, ces demandeurs d'emploi de catégorie B ou C ont pu exercer une activité plus réduite au cours du mois. Au total, les catégories A, B, et C sont en hausse de 2,1 % sur un mois en mars 2020, soit 5 900 personnes de plus (figure 5).

La hausse atteint son maximum en avril 2020. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a connu une hausse historique : + 21,4 % en Normandie, plus prononcée qu'en France métropolitaine (+ 19,8 %). En données brutes, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a franchi pour la première fois en Normandie la barre des 200 000 personnes. Dans les zones d'emploi normandes, la hausse mensuelle a été spectaculaire en particulier dans les zones d'emploi de Cherbourg-en-Cotentin et de la Vallée de la Bresle - Vimeu qui ont connu les plus fortes hausses avec respectivement + 28,2 % et + 29,2 %. Elles ont été moins marquées, quoique exceptionnelles, dans les zones d'emploi de Dieppe - Caux Maritime (+ 16,0 %) et de Granville (+ 15,5 % ; figure 6).

5 Une forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité en avril 2020

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, B ou C de décembre 2019 à juin 2020 en Normandie par catégorie



Note : données brutes
Source : Dares - Pôle emploi - Statistiques du marché du travail

Une hausse globale du nombre de demandeurs d'emploi contenue, mais plus marquée pour les personnes sans aucune activité

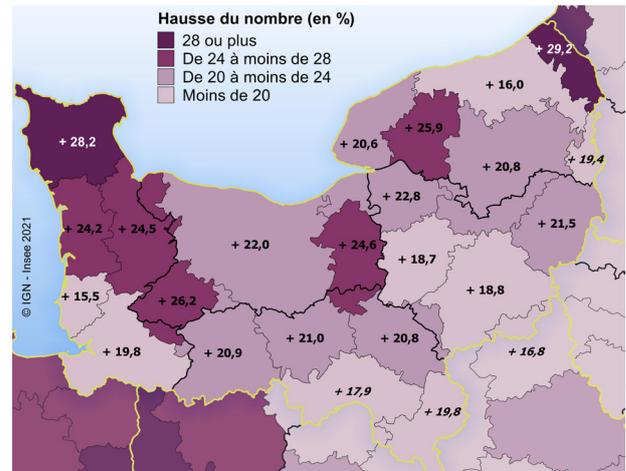
Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C n'a que peu progressé sur les mois de mars et avril 2020 (+ 4 %) mais les évolutions ont été majeures entre les différentes catégories de demandeurs d'emploi : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, sans aucune activité, s'est fortement accru, tandis que les effectifs en activité réduite (B et C) diminuaient. La hausse de 42 000 du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A provient ainsi pour près des trois quarts de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi des catégories B ou C (31 000). Le quart restant s'explique par le solde entre les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi, avec des entrées qui ont peu augmenté, grâce au recours massif à l'activité partielle et des sorties qui ont été beaucoup moins nombreuses qu'en période habituelle, en raison de la forte dépression du marché du travail ces mois.

Lors des mois de mai et de juin 2020, le nombre des demandeurs d'emploi de catégories A, B, et C s'est stabilisé en Normandie. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a même baissé, d'un volume égal à la remontée du nombre de demandeurs d'emploi de catégories B et C résultant des reprises d'emploi en activité réduite à la fin du confinement.

Sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2020, la Normandie compte au final 11 800 demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) supplémentaires.

6 Le nombre de demandeurs d'emploi a très fortement augmenté au cours du mois d'avril 2020 dans toutes les zones d'emploi

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A entre fin mars 2020 et fin avril 2020 par zone d'emploi, en %



Note : données brutes

Source : Dares - Pôle emploi - Statistiques du marché du travail

Définitions

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un **chômeur** est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La méthode d'estimation des **taux de chômage localisés** repose sur l'estimation d'une part du chômage (numérateur), et d'autre part, de l'emploi (une partie du dénominateur), par zone d'emploi et par département. Le numérateur est obtenu, chaque trimestre, à partir du nombre de chômeurs national issu de l'enquête Emploi de l'Insee, ventilé aux différents niveaux géographiques à partir de la structure des demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi. Quant à l'emploi, il s'appuie principalement sur les estimations d'emploi localisées. Le taux de chômage localisé est finalement calculé en rapportant le nombre de chômeurs ainsi estimé à la population active estimée (somme du nombre de chômeurs et de l'emploi).

Les **demandeurs d'emploi** sont les personnes qui s'inscrivent à Pôle emploi. Ces demandeurs sont enregistrés à Pôle emploi (source Dares - Pôle emploi – Statistiques du marché du travail) selon cinq catégories :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins sur un mois) ;

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois) ;

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie, etc.), sans emploi ;

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

L'**ancienneté d'inscription sur les listes de Pôle emploi** est la durée depuis laquelle une personne recherchant un emploi est inscrite auprès de Pôle emploi. Un **demandeur d'emploi de longue durée** est un demandeur d'emploi dont l'ancienneté sur les listes est supérieure à un an.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptées aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés et des estimations d'emploi. Le découpage actualisé en 2020 se fonde sur les flux de déplacements domicile-travail observés lors du recensement de 2016.

Insee Normandie

5, rue Claude Bloch
BP 95137
14024 CAEN Cedex

Directeur de la publication :
Philippe Scherrer

Rédacteur en chef :
Pascal Julien

Attachée de presse :
Carole Joselier
Tél : 02 35 52 49 17

Mise en page :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2493-7266 (en ligne)
ISSN : 2496-5227 (imprimé)

© Insee 2021

Pour en savoir plus

- Bouvart C., Donne V., « Taux de chômage et zones d'emploi : vers une nouvelle approche de la performance territoriale ? », *Document de travail*, France Stratégie, n°2020-12, juillet 2020.
- Hurard C., Maillard M., « Les nouvelles zones d'emploi normandes : des profils économiques divers », *Insee Analyses Normandie* n°83, septembre 2020
- Le Mains L., Mura M., Reboul J.-L., Silvestre É., « Une chute de l'emploi sensible dès le 1^{er} trimestre », *Insee Conjoncture Normandie* n°23, juillet 2020
- Le Mains L., Mura M., Reboul J.-L., Silvestre É., « Forte dégradation de l'activité au 2^e trimestre 2020 », *Insee Conjoncture Normandie* n°24, octobre 2020

